

# Les grands enjeux du Forum de Brazzaville

*En octobre dernier, le Forum international sur le développement durable de la filière bois du bassin du Congo a été l'occasion de confronter les différents acteurs du secteur. Emmanuel Groutel, enseignant chercheur, consultant international, et Yann Alix, expert portuaire international, délégué général de la Fondation Sefacil, nous livrent leurs réflexions.*



Le Forum de Brazzaville, organisé par la FAO, l'ATIBT et l'OIBT, qui s'est tenu dans la capitale congolaise les 21 et 22 octobre derniers, a rassemblé près de 400 personnes dont cinq ministres de la sous-région. Pour la première fois, les membres de l'industrie du bois tropical se sont joints aux organisations de la société civile et aux représentants gouvernementaux afin de trouver des solutions aux défis auxquels le secteur de l'industrie du bois est confronté : une industrialisation plus poussée, une adaptation aux différents marchés par une approche marketing et une amélioration de la communication, un renforcement de la garantie de légalité dans le cadre du Flegt et enfin une prise de conscience de la nécessité de renforcer les plantations forestières.

Il a également été décidé de renforcer la communication sur les qualités intrinsèques des bois tropicaux en terme de durabilité ou d'esthétique, de développer des complémentarités entre les produits feuillus et résineux européens et les bois tropicaux en matière de bois lamellés-collés aboutés pour la construction. Et la liste est encore longue, comme l'importance des concessions forestières en matière d'aménagement du territoire dans les zones reculées et comme opportunité de création d'emplois, la progression de la faune dans les concessions certifiées ou encore la croissance

intérieure et sous-régionale des consommations de bois. Il faut ajouter à cela les besoins de collaboration interrégionale, en infrastructures portuaires adaptées au développement de la conteneurisation ou la complémentarité entre les organisations environnementales et les entreprises.

## Une prise de conscience

Le Forum de Brazzaville fut aussi le moment d'une prise de conscience. L'Afrique subsaharienne et en particulier le Bassin du Congo est à un tournant majeur et sans doute crucial de son histoire : croissance démographique, développement des mégapoles, progression du PIB, émergence d'une classe moyenne. Cela se traduit – ou va se traduire – par des évolutions en terme de consommation ou plus exactement d'autoconsommation des produits forestiers. Selon le Global Environment Fund, ce serait 1,2 milliard de m<sup>3</sup> de bois que l'Afrique auto-consommerait en 2030 (pour environ 700 millions en 2010) ! On comprend bien que les forêts primaires risquent d'être mises sous pression. S'il y a un enjeu, c'est de réfléchir à ce qu'il faut faire pour préserver ce patrimoine commun de l'Humanité que sont les forêts tropicales.

Le développement des bonnes pratiques qui a été mis en place ces dix dernières années (5 millions d'ha certifiés) et la volonté affirmée de certains États de répondre au Flegt sont des signaux positifs. Sont-ils suffisants? Il est clair qu'une énergie incroyable va devoir être mobilisée dans le domaine des plantations. Combien d'hectares faut-il? 5, 10, 15 millions? Quelles essences? Sur quelles terres? Les questions sont nombreuses mais elles offrent aussi des perspectives considérables aux forestiers, sylviculteurs, financeurs, assureurs, bailleurs etc. Il est, dans ce cadre, possible de comparer ou de s'inspirer de ce qui a été fait ailleurs et de bénéficier, d'une certaine façon, des erreurs du passé. À ce titre, la prise en compte des populations locales, tels les petits paysans, est à la base de toute modernisation des pratiques et des modalités de gestion forestière.

### Les marchés, quelles attentes?

Nous vivons une crise profonde dans les industries du bois et la filière des bois tropicaux s'en ressent comme les autres. Mais cette crise globale occulte aussi un autre phénomène, celui de l'évolution de la demande des clients vers plus de service, d'information ou encore de logistique.

En réponse, un travail important est en cours. C'est celui de la prise en considération des attentes des clients et des moyens d'y répondre. À l'heure actuelle, les industriels européens se doivent de se concentrer de plus en plus sur leur propre clientèle avec une offre de produits sur-mesure, délivrés dans des délais relativement courts mais surtout respectés. Par ailleurs, une nouvelle génération d'acteurs arrive dans les entreprises européennes. Ceux-ci ne

veulent plus s'occuper de débiter du bois. Ils délèguent ou sous-traitent – le rabotage par exemple. Ils veulent donc des éléments prêts à être assemblés et sont en train de passer d'achats assez lourds en sciages à des éléments de troisième génération, à l'instar de ce qui s'est passé dans l'industrie automobile. Il est à noter que cela peut correspondre à la volonté des pays producteurs de développer une offre de produits à plus grande valeur ajoutée; une offre qui répond aux exigences environnementales, que ce soit en termes d'amélioration des rendements ou encore en matière d'économie sur les transports. Clairement, l'évolution se fait depuis la grume jusqu'aux composants (parties de meuble, marche d'escalier, produits découpés, pré-perçés... en passant par les bois massif aboutés, lamellé-collé abouté. Proposer de telles solutions revient à lever un certain nombre d'inquiétudes des clients tels que le délai ou le respect général du contrat.

Au final, le Forum de Brazzaville a permis aux forestiers et environnementalistes d'aborder des problèmes liés à l'environnement, à l'emploi, aux infrastructures, à la sécurité des investissements... et au rôle des produits bois. Le tout formant un cycle: l'achat de bois africain devient un moyen de préserver les forêts tropicales. Les forestiers deviennent dès lors des créateurs de valeur partagée (gestion du patrimoine forestière, des rivières, de la faune etc.) et le marché est repensé comme un service au client.

Enfin, lors de ce forum, il a été pris acte de la volonté politique de trouver des solutions économiques africaines durables alliant gouvernance et solutions pratiques. ■

**Emmanuel Groutel et Yann Alix**

